

*Initiatives ministérielles*

Jusqu'au sous-ministre des Finances qui avoue que la TPS, une fois en vigueur, empirera les choses pour un grand nombre de Canadiens à faible revenu et à revenu moyen! C'est un sous-ministre qui le dit. Comment pouvons-nous croire que le gouvernement se soucie vraiment du bien-être de ces Canadiens?

Avec autant d'assurance, le ministre a également promis que «la réforme ferait que la taxe de vente ne serait plus dissimulée dans les prix que paient les consommateurs». Encore une fois, la réalité démentit les paroles du ministre. Le gouvernement va laisser les détaillants libres d'inclure la taxe dans le prix ou de la faire figurer séparément au moment de l'achat d'un produit. Le gouvernement doit choisir. Il ne peut pas prétendre que la taxe ne sera pas cachée et en même temps laisser les gens d'affaires décider si elle le sera ou non.

Voilà ce qu'on nous a dit avant les élections. On nous a tenu ce discours pour éviter la controverse, pour dorer la pilule et mieux faire avaler toute cette question de taxe de vente aux Canadiens sans que ceux-ci posent de questions. Le parti ministériel répondait à chaque question en disant non pas la vérité, mais ce qu'il croyait que nous, du Parti libéral, ou nous, Canadiens, voulions entendre. L'important n'était pas de dire la vérité. C'était de dire aux gens pendant la campagne électorale ce qu'ils voulaient entendre. Les élections passées, on porte le grand coup.

**M. Robichaud:** Good-bye Charlie Brown.

**M. MacLellan:** Exactement.

Un autre document infâme, le Livre blanc sur la réforme de la taxe de vente, dit: «Un bon système de taxe de vente ne devrait pas comporter d'énormes coûts d'observation pour les entreprises, ni occasionner des coûts d'administration élevés aux autorités.» Que voyons-nous? Que les petites entreprises vont se ruiner à appliquer cette taxe. Nous allons leur imposer une taxe énorme. Nous allons obliger les entreprises à payer deux milliards de dollars pour appliquer cette taxe sur les produits et services. Le président de la Fédération de l'entreprise indépendante, un ancien allié du gouvernement, affirme maintenant que le montant que le gouvernement versera aux petites entreprises ne compensera ni de près ni de loin les frais qu'elles devront engager pour se conformer à la taxe. Mais le gouvernement n'en tient pas compte. Il dit que la TPS est la seule véritable solution de rechange à la taxe de 13,5 p. 100 sur les ventes des fabricants qu'il qualifie d'inefficace. Il est en train de

nous imposer de force sa nouvelle taxe. C'est inacceptable. Même s'il avait raison, ce serait inacceptable. Or, la taxe actuellement en vigueur est bien préférable à celle que le gouvernement veut nous imposer.

• (1140)

Comment savoir si ce gouvernement a vraiment fait le tour de la question? Tout semble indiquer le contraire. Le ministre des Finances soutient qu'il a bien essayé d'intégrer la taxe de vente provinciale à la TPS, mais que les provinces n'ont rien voulu savoir. Le gouvernement, semble-t-il, n'a pas osé déplaire aux provinces. Il a préféré sacrifier la population.

Pouvez-vous, monsieur le Président, vous imaginer le ministre des Finances dire à ses homologues provinciaux: «Il n'est pas nécessaire d'imposer la TPS. Pourquoi ne nous entendons-nous pas sur l'établissement d'un programme de taxe de vente nationale? Vous vous occuperez de la percevoir et nous nous chargerions de répartir les recettes.» En guise de réponse, les provinces répliqueraient: «Pas question.» Et le ministre des Finances conclurait: «J'ai bien essayé.» Fin du dialogue.

Voilà la détermination dont a fait preuve le gouvernement dans le débat sur la création d'une taxe de vente nationale. Qu'avons-nous? On nous propose une formule impossible, qui saignera les Canadiens, coûtera des millions de dollars aux petites entreprises et des milliards de dollars à mettre en oeuvre, sans parler des milliers de fonctionnaires supplémentaires qu'il faudra pour s'en occuper.

Le gouvernement reconnaît lui-même qu'il aura besoin de 2 500 fonctionnaires de plus et, s'il admet ce chiffre, on a de bonnes raisons de croire qu'il sera largement supérieur. C'est totalement inacceptable.

Je crois qu'il est temps pour l'opposition et pour les Canadiens de rappeler au gouvernement ce qu'il est censé faire, de lui rappeler qu'il a pris des engagements avant les élections et qu'il a des obligations à honorer. Il faut rappeler au premier ministre, monsieur le Président, que bien gouverner se mesure moins par la cordialité des rapports qu'on a avec les grandes sociétés que par la façon dont on représente les gens du pays. Le gouvernement doit rétablir la décence, l'honnêteté et l'intégrité dans ses rangs, ce qui, je le sais, sera extrêmement difficile à réaliser dans son cas. Cependant, plus tôt il le fera, plus tôt nous pourrions ramener le pays dans la voie que nous voulons qu'il suive, dans la voie qu'il suivait auparavant.